Marche n° 2023041

REQUALIFICATION ET EXTENSION DU DEPOT DES TRANSPORTS A NIORT

Avenant n° 2

ENTRE:

la Communauté d'Agglomération du Niortais, représentée par son Président,

d'une part,

ET:

Le titulaire du marché, COLAS, 582 route de Paris, 79180 CHAURAY, SIRET 329 338 883 00989

d'autre part,

Vu:

- le marché n° 2023041 relatif à la requalification et extension du dépôt des transports à Niort (lot n° 1 VRD) signé entre la Communauté d'Agglomération du Niortais et COLAS et notifié le 19 octobre 2023 ;
- l'avenant n° 1 à ce marché, notifié le 12 juillet 2024 ;
- Les articles L. 2194-1 alinéa 6° et R. 2194-7 du Code de la commande publique ;
- la délibération du Conseil d'agglomération de la CAN en date du 23 juin 2025 autorisant la signature du présent avenant ;

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT:

Au gré de l'avancement des travaux, il est devenu nécessaire de procéder aux modifications suivantes : modification structure voirie, de bordures, complément réseau pluvial, anticipation réseau électrique pour alimentation des bus, modification des mats d'éclairage.

ET IL EST CONVENU CE QUI SUIT:

ARTICLE 1 - MODIFICATION DES PRESTATIONS

Les prestations décrites au marché initial sont modifiées pour prendre en compte les travaux identifiés aux annexes mentionnées à l'article 3 du présent avenant.

ARTICLE 2 - MONTANT DU MARCHE

Le montant du marché est modifié comme suit :

Lot n°	Désignation du lot	Montant HT initial du marché (TF+TO)	Montant HT de l'avenant 1	Montant HT de l'avenant 2	Montant HT du marché après avenant(s)	% entre marché initial et avenant(s)
1	VRD	1 526 447.50 €	62 794,00 €	90 610,25 €	1 679 851,75 €	10,05 %

ARTICLE 3 - ANNEXES

Le présent avenant comporte 4 devis (1668964, 1782819, 1635273 et 1781673)

Envoyé en préfecture le 02/07/2025

Reçu en préfecture le 02/07/2025

Publié le

ID : 079-200041317-20250623-C__16_06_2025-DE

FAIT EN UN EXEMPLAIRE ORIGINAL

A, le,	A Niort, le
Le titulaire	Le représentant légal de la CAN



Nos réf: Doc 1668964 | Op 27802 Dossier suivi par : Morgane FOURN

ETABLISSEMENT DE NIORT

582 Route De Paris 79180 CHAURAY Tél: 0549080658

SIRET: 3293388830089

Envoyé en préfecture le 02/07/2025

Reçu en préfecture le 02/07/2025

Publié le

ID: 079-200041317-20250623-C_ _16_06_2025-DE

CHAURAY, le 21/05/25

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE NIORT PL MARTIN BASTARD **79000 NIORT**

DEVIS: NIORT - CAN - dépôt des transports - Piquage des descentes de dalles de la casquette de l'atelier

N°	DÉSIGNATION DES OUVRAGES	U	QUANTITÉ	P.U. HT (EUR)	MONTANT HT (EUR)
	Descentes de dalles de la casquette de l'atelier maintenance				
1	Création d'un piquage sur tabouret avec remontée d'un tuyau PVC Ø125 pour raccordement descentes SMAC	F	1.000	450.00	450.00
	1ml de tuyau			d es	
2	Création d'un piquage dans le regard R6 avec remontée d'un tuyau PVC Ø125 pour raccordement descentes SMAC	F	1.000	1 000.00	1 000.00
	6ml de tuyau du regard à la descente				
3	Création de piquage dans buse béton Ø500 avec remontée d'un tuyau PVC Ø125 pour raccordement descentes SMAC	F	3.000	500.00	1 500.00
	3ml de tuyau par branchement				
	Conditions particulières : La présente offre est valable 3 mois.				

Montant total HT (EUR)	2 950.00	
TVA 20.0%	590.00	
Montant total TTC (EUR)	3 540.00	

Conditions de règlement : Virement Sécurisé (FR) - 30 jours date de facture

Fait à CHAURAY, le mercredi 21 mai 2025

Chef d'agence Maxime LE BRUN

COLAS FRANCE - Etablissement de NIORT

582 route de Paris - BP 20020 - 79182 CHAURAY Cedex Tél.: 05 49 08 06 58 - Fax: 05 49 08 06 72

Siret: 329 338 883 00989 - APE 4211Z - 1 do 54 134 933 € - TVA 75 329 338 883

Date et signature du client Précédé de la mention "LU et APPROUVE, **BON pour ACCORD"**



ETABLISSEMENT DE NIORT

582 Route De Paris 79180 CHAURAY Tél: 0549080658

SIRET: 3293388830089

Envoyé en préfecture le 02/07/2025

Reçu en préfecture le 02/07/2025

Publié le

ID: 079-200041317-20250623-C__16_06_2025-DE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE NIORT PL MARTIN BASTARD 79000 NIORT

Nos réf: Doc 1782819 | Op 27802 Dossier suivi par : Morgane FOURN

CHAURAY, le 21/05/25

DEVIS: NIORT - CAN - Dépôt transports - Modification revêtements sur entrée piétonne

N°	DÉSIGNATION DES OUVRAGES	U	QUANTITÉ	P.U. HT (EUR)	MONTANT HT (EUR)
1	MOINS-VALUE MARCHE DE BASE			, ,	
1.1	Enrobés VL en moins	m²	-45.000	14.50	-652.50
1.2	Marquage en moins passage piéton en lieu et place et zébra devant accès atelier maintenance vélos	m²	-17.000	9.50	-161.50
	Total chapitre: MOINS-VALUE MARCHE DE BASE		- 1		-814.00
2	PLUS-VALUE MARCHE DE BASE		, '		
2.1	Béton balayé en lieu et place des enérobés VL	m²	45.000	35.50	1 597.50
2.2	Résine pépite gris flanelle 2.5/5 sur enrobés sur la voirie en enrobés, pour relier les 2 zones en béton balayé	m²	15.000	55.00	825.00
	Total chapitre: PLUS-VALUE MARCHE DE BASE				2 422.50
		•			
	Conditions particulières : La présente offre est valable 3 mois.				

Montant total HT (EUR)	1 608.50
TVA 20.0%	321.70
Montant total TTC (EUR)	1 930.20

Conditions de règlement : Virement Sécurisé (FR) - 30 jours date de facture

Fait à CHAURAY, le mercredi 21 mai 2025 Chef d'agence Maxime LE BRUN

COLAS FRANCE - Etablissement de NIORT 582 route de Paris - 8P 20020 - 79182 CHAURAY Cedex Tél.: 05 49 08 06 58 - Fax: 05 49 08 06 72

Siret: 329 338 883 00989 - APE 4211Z SAS Cepital do 54 134 933 € - TVA 75 329 338 883

Date et signature du client Précédé de la mention "LU et APPROUVE, **BON pour ACCORD"**



ETABLISSEMENT DE NIORT

582 Route De Paris 79180 CHAURAY Tél: 0549080658

SIRET: 3293388830089

Envoyé en préfecture le 02/07/2025

Reçu en préfecture le 02/07/2025

Publié le

ID: 079-200041317-20250623-C_ _16_06_2025-DE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE NIORT PL MARTIN BASTARD **79000 NIORT**

CHAURAY, le 27/03/25

Nos réf: Doc 1635273 | Op 27802 Dossier suivi par : Morgane FOURN

DEVIS: NIORT - CAN - dépôt des transports - Réalisation d'optibase sous les stationnements bus

N°	DÉSIGNATION DES OUVRAGES	U	QUANTITÉ	P.U. HT (EUR)	MONTANT HT (EUR)
1	Réalisation d'un stationnement PL en enrobés noir (suivant proposition technique COLAS)				
1.1	Moins-value marché de base				
1.1.1	GNT 0/31.5 ép. 15cm	m²	-3 560.000	6.00	-21 360.00
	Total chapitre : Moins-value marché de base		* 1		-21 360.0 0
1.2	Plus-value marché de base				
1.2.1	Rechargement de 12cm pour avoir une vue de bordures de 2cm sur les 9 places situées près du PDL	m²	540.000	5.00	2 700.00
1.2.2	OPTIBASE sur 8cm	m²	3 560.000	21.00	74 760.00
	Total chapitre : Plus-value marché de base				77 460.00
	Total chapitre : Réalisation d'un stationnement PL en enrobés noir (suivant proposition technique COLAS)				56 100.00
	Conditions particulières :				
	La présente offre est valable 15 jours.				

Montant total HT (EUR) 56 100.00 TVA 20.0% 11 220.00 Montant total TTC (EUR) 67 320.00

Conditions de règlement : Virement Sécurisé (FR) - 30 jours date de facture

Fait à CHAURAY, le jeudi 27 mars 2025 Chef d'agence

Maxime LE BRUN

COLAS FRANCE - Etablissement de NIORT 582 route de Paris - BP 20020 - 79182 CHAURAY Cedex Tél.: 05 49 08 06 58 - Fax: 05 49 08 06 72

Siret: 329 338 883 00989 - APE 4211Z al de 54 134 933 € - TVA 75 329 338 883

Date et signature du client Précédé de la mention "LU et APPROUVE, **BON pour ACCORD"**



ETABLISSEMENT DE NIORT

582 Route De Paris 79180 CHAURAY Tél: 0549080658 SIRET: 3293388830089 Envoyé en préfecture le 02/07/2025

Reçu en préfecture le 02/07/2025

Publié le

ID: 079-200041317-20250623-C__16_06_2025-DE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE NIORT PL MARTIN BASTARD **79000 NIORT**

Nos réf: Doc 1781673 | Op 27802 Dossier suivi par : Morgane FOURN

CHAURAY, le 21/05/25

DEVIS: NIORT - CAN - dépôt des transports - travaux complémentaires (séparation MOAMOE)

N°	DÉSIGNATION DES OUVRAGES	U	QUANTITÉ	P.U. HT (EUR)	MONTANT HT (EUR)
				. 1	
1	DEMANDES MOE		,	y e y	
1.1	Eclairage				
1.1.1	Déplacement de candélabres et des boucles d'alimentation	U	4.000	550.00	2 200.00
1.1.2	Ajout de candélabres avec création d'une boucle d'alimentation			7	
1.1.2.1	Tranchée + 1Ø63	ml	15.000	35.50	532.50
ı	Total chapitre : Ajout de candélabres avec création d'une boucle d'alimentation	U	, a a	71	532.50
1.1.3	Modification taille des massifs de candélabres	d		У.	
1.1.3.1	Moins-value marché de base (mât 6m maximum)	U	-28.000	185.00	-5 180.00
1.1.3.2	Mâts HT 4,50m	U	7.000	185.00	1 295.00
1.1.3.3	Mâts HT 7m	U	6.000	275.00	1 650.00
1.1.3.4	Mâts HT 10m	U	21.000	310.00	6 510.00
1.1.3.5	Mâts HT 14m	U	2.000	345.00	690.00
grand of	Selon plan Bouygues Energies		9		
r	Total chapitre : Modification taille des massifs de candélabres				4 965.00
	Total chapitre : Eclairage		1 1	y - * * * #	7 697.50
1.2	Pluvial : création grille sur parking VL				
	Afin de garder une hauteur plus ou moins constante sous bardage du batiment				
1.2.1	Canalisation EP PVC Ø160	ml	12.000	75.00	900.00
1.2.2	Création grille avaloir	U	1.000	650.00	650.00
	Total chapitre : Pluvial : création grille sur parking VL				1 550.00
1.3	Travaux préparatoire et terrassement			\$1 m	
1.3.1	Mise à niveau de fond de forme	m²	65.000	13.50	877.50
1.3.2	Réglage et compactage du fond de forme	m²	65.000	1.00	65.00
1.3.3	géotextile	m²	65.000	0.55	35.75
1.3.4	Gnt 0/31.5 ép. 20cm	m²	65.000	7.20	468.00
	Terrasse bois non prévue initialement				
	Total chapitre : Travaux préparatoire et terrassement				1 446.25
1.4	Voirie				
1.4.1	Coffrage béton après accès atelier vélo (bavette trop basse)	ml	25.000	10.00	250.00
	Total chapitre : Voirie				250.00
	Total chapitre : DEMANDES MOE				10 943.75
2	DEMANDES MOA				

Envoyé en préfecture le 02/07/2025

Reçu en préfecture le 02/07/2025

Publié le

ID: 079-200041317-20250623-C__16_06_2025-DE

MONTANT HT N° **QUANTITÉ** P.U. HT (EUR) **DÉSIGNATION DES OUVRAGES** U (EUR) 2.1 Signalisation au sol temporaire pour désengorgement parking F 1.000 700.00 700.00 personnel 2.2 Bornes de recharges électriques 2.2.1 Déplacement des arrivées des alimentations pour les futures U 9.000 430.00 3 870.00 bornes bus Suite point avec exploitant lors de la réunion du 26/02/2025 Réalisation de massif béton 800*800 pour mise en place des 2.2.2 u 9.000 350.00 3 150.00 bornes bus Déplacement des arrivées des alimentations pour les futures 2.2.3 U 3.000 175.00 525.00 bornes VL Suite inversion d'une place et de l'allée menant à l'accès atelier 7 545.00 Total chapitre : Bornes de recharges électriques 2.3 Réseaux pour futures ombrières 2.3.1 Terrassement d'une tranchée à 13 fourreaux 16.000 130.00 2 080.00 ml 2.3.2 Fourniture et pose de 13 fourreaux Ø160 16.000 98.00 1568.00 ml Total chapitre : Réseaux pour futures ombrières 3 648.00 2.4 Modification télécom 2.4.1 Récupération des 2Ø42/45 en tranchée et mise en oeuvre de 1.000 250.00 250.00 F coudes grands rayons 2.4.2 Tranchée + 2Ø42/45 25.000 41.00 1 025.00 ml 2.4.3 Fourniture et pose d'une chambre de tirage LOT U 1.000 140.00 140.00 Total chapitre: Modification télécom 1 415.00 2.5 Voirie 2.5.1 Modification voirie devant portes atelier maintenance 2.5.1.1 Dépose et évacuation de bordures béton ml 45.000 5.00 225.00 2.5.1.2 Fourniture et pose de bordures béton T2 50.000 24.50 1 225.00 ml 2.5.1.3 Création de structure de voirie dans la partie espace vert F 1.000 1 000.00 1 000.00 3.000 2.5.1.4 Déplacement de 3 massifs de candélabres avec modification de 550.00 1 650.00 H réseau 2.5.1.5 Suppression d'une grille avaloir U 250.00 250.00 1.000 2.5.1.6 Création d'une nouvelle grille avaloir avec modification du 1.000 1 350.00 1 350.00 branchement vers TUBOSIDER Total chapitre : Modification voirie devant portes atelier 5 700.00 maintenance Total chapitre: Voirie 5 700.00 Total chapitre: DEMANDES MOA 19 008.00 Conditions particulières : La présente offre est valable 3 mois.

Ŋ	/lontant total HT (EUR)	29 951.75	
	TVA 20.0%	5 990.35	
M	ontant total TTC (EUR)	35 942.10	

Conditions de règlement : Virement Sécurisé (FR) - 30 jours date de facture

COLAS FRANCE
Siège social: 1 RUE DU COLONEL PIERRE AVIA - 79015 - PARIS

SAS au capital de 54 134 933 € - RC PARIS 329 338 883 - Code APE 4211Z - TVA FR75329338883

age 2/

Fait à CHAURAY, le mercredi 21 mai 2025 Chef d'agence

Maxime LE BRUN

AS FRANCE - Etablissement de NIORT 2 route de Paris - BP 20020 - 79182 CHAURAY Cedex Tél.: 05 49 08 06 58 - Fax: 05 49 06 06 72 Siret: 329 338 553 00969 - AFE 4211Z SAS CONTRACT 54 104 333 E - TVA 75 329 338 883

Date et signature du client Précédé de la mention "LU et APPROUVE, **BON pour ACCORD"**

Envoyé en préfecture le 02/07/2025

Reçu en préfecture le 02/07/2025

ID: 079-200041317-20250623-C__16_06_2025-DE

CONDITIONS GENERALES DE VENTES ET DE TRAVAUX

Nos ventes et travaux sont soumis aux présentes conditions générales qui prévalent sur tout autre document du Client, et notamment sur toutes conditions d'achat. - FORMATION DU CONTRAT ET CESSION : Notre offre définit les conditions particulières venant compléter ou modifier les présentes conditions générales. Elle reste valable deux mois et doit être signée du client pour former contrat. Toute commande reçue du Client devra recevoir acceptation expresse de notre part. La commande acceptée, éventuellement assortie de modifications, constituera dans ce cas les conditions particulières. Pour les ventes de produits, et en l'absence de commande préalable formalisée par écrit, le bon de livraison ou d'enlèvement sera réputé valoir lettre ou bon de commande et constituera le contrat de vente entre notre société et le Client. Le Client consent par avance à la cession du contrat, par notre société, à toute société sous contrôle commun au sens de l'article L233-3 du

Code de commerce. 2— INFORMATION PRECONTRACTUELLE — ACCEPTATION DU CLIENT

Le Client reconnaît avoir eu communication, préalablement à la conclusion du contrat, d'une manière claire et compréhensible, des présentes Conditions Générales de Vente et de toutes les informations listées à l'artie L.221-5 du Code de la consommation et notamment les informations suivantes : les caractéristiques essentielles de la prestation de travaux à réaliser, son prix et ses éventuels frais annexes ; en l'absence d'exécution immédiate du contrat, la date ou le délai auquel la société s'engage à fournir la prestation commandée ; les informations relatives à l'identité de la société, à ses coordonnées postales, téléphoniques et électroniques, et à ses activités, si elles ne ressortent pas du contexte ; les informations relatives aux garanties légales et contractuelles : les fonctionnalités du contenu numérique et, le cas échéant, à son interopérabilité ; la possibilité de recourir à une médiation conventionnelle en cas de

litige. 3– CONFIDENTIALITE: Toutes les études, plans, avant-projets, solutions techniques, devis, même lorsqu'ils sont établis sur la base d'informations fournies par le Client sont la propriété intellectuelle de notre société. Ils ne peuvent être utilisés, reproduits sont la propriete intellectuelle de notre societe. Ils ne peuvent etre utilises, le ou communiqués à des tiers par le Client, sous peine de dommages et Intérêts 4 – LIEU ET DELAIS D'EXECUTION : Les parties conviendront ensemble de la da démarrage des travaux et des délais d'exécution. Le Client fera son affaire de l'ensemble des formalités légales et/ou autorisations administratives nécessaires à la rensemble des Tortemeles legales ey du aduntaiseurs administratives necessaires à la réalisation des travaux prévus aux présentes. Le lieu d'exécution devra, à la date de démarrage, être accessible et les ouvrages préparatoires réalisés de façon à permettre le démarrage des travaux dans les conditions de notre offre. Les délais d'exécution ne commenceront à courir qu'au jour où les conditions de démarrage seront réunies, en opris : les autorisations administratives et documents techniques nécessaires, la

quatorze jours du Client și le contrat est conclu à distance ou hors établissement tel qua ci-après détaillé , dans le cas où le client a souscrit un crédit affecté au palement des travaux, l'information de notre société par le prêteur de l'octrol du crédit et la fin du délai de rétractation du Client. Le contrat sera résolu de plein droit si le prêteur n' pas, dans un délai de sept Jours à compter de l'acceptation du contrat de crédit par l'emprunteur, informé notre société de l'attribution du crédit ou si le client a exercé son droit de rétractation dans le délai prévu. Sauf prescription particulière, ces délais revêtent un caractère prévisionnel. Outre les cas de force majeure au sens de l'article 1218 du code civil, ces délais seront augmentés notamment en cas de travaux Imprévus ou supplémentaires, d'intempéries, de grève, de risque pour la sécurité de son personnel, d'épidémie, d'état d'urgence, de crise sanitaire, ou de retard pris par d'autres intervenants, pour les causes énoncées ci-dessus. En cas de suspension des travaux d'une durée supérieure à trois mois, notre société pourra résilier le contrat travaux unie dures appender a superiorie a mois mois, nove access pour a testie i commandée signé, sans devoir quelque indemnité ou pénalité que ce soit, par lettre recommandée avec accusé de réception.

4 – DROIT DE RETRACTATION : Dans l'hypothèse où le contrat serait conclu à distance

ou hors établissement avec un consommateur telles que ces notions sont définies à l'article L.221-1 du Code de la consommation, le Client bénéficie, conformément à l'article L.221-1 du Code de la consommation, d'un droit de rétractation. Ce droit ne peut être exercé pour les contrats de travaux d'entretien ou de réparation à réaliser en urgence au domicile du consommateur et sollicités par lui, dans la limite des pièce de rechange et travaux nécessaires pour répondre à l'urgence. Le Client dispose du drit de se rétracter du présent contrat sans motif dans un délai de quatorze jours après le jour de la conclusion du contrat. Pour exercer ce droit de rétractation, le Client devra notifier à notre société sa décision de rétractation au moyen d'une déclaration dénuée d'ambiguîté (par ex : lettre, télécopie ou courrier électronique). Le Client nourra utiliser le modèle de formulaire ci-annexé, sans que l'utilisation de ce

dernier ne soit cependant rendue obligatoire. En cas de rétractation du Client dans les conditions ci-dessus, notre société procédera au remboursement de tous les paiements reçus de sa part, au plus tard quatorze jour. à compter de sa décision de rétractation. Notre société procèdera alors au remboursement en utilisant le même moyen de paiement que celui utilisé pour la transaction initiale, sauf s'il est expressément convenu entre les parties d'un moyen différent. Ce remboursement n'occasionnera pas de frais pour le Client. Dans l'hypothèse où le Client aurait demandé de commencer l'exécution des travaux pendant le délai de rétractation, ce dernier sera redevable envers notre société, conformément à l'article L.221-25 du CC, d'un montant proportionnel à ce qui lui a été fourni jusqu'au moment où ce dernier nous aura informé de sa rétractation, par rapport à l'ensemble des prestations prévues par le contrat.

6 — EXECUTION DES TRAYAUX : Les travaux seront exécutés de jour, aux jours et heures ouvrables, sauf dérogations particulières, conformément aux prescriptions prévues à l'offre. Dans les marchés à prix unitaires, les quantités mentionnées au devis sont indicatives. Pour l'établissement de la facture, seules les quantités

devis Sont indicatives. Pour l'édablessement de l'actorie, seules les quantités rééllement mises en œuvre seront prises en compte. 7 – VENTES DE FOURNITURES : Le Client doit présenter ses observations sur les fournitures vendues lors de l'enlèvement ou de la livraison. A défaut, il est réputé les avoir acquises sans réserve.

avoi acquise sain reserve. Le Client demeure seul responsable de la destination et de l'utilisation de ces produits. Ces produits, même expédiés frais de port inclus, voyagent aux frais et risques du Client qui, en cas de retards, avaries, pertes ou manquants ne pourra exercer aucun recours contre notre société.

8 - RESERVE DE PROPRIETE : Pour les fournitures ouvrant droit à l'application de cette disposition, notre société conserve la propriété des biens vendus jusqu'au palement effectif du prix. Ces dispositions ne font pas obstacle au transfert au Client, dès la livraison ou l'enlèvement, de la garde, des risques de perte et de détérioration des biens vendus ainsi que des responsabilités liées aux dommages qu'ils pourraient occasionner.

9 - CONDITIONS DE PRIX : Les prix de vente sont inscrits sur le barème en vigueu disponible sur demande, sauf pour les commandes faisant l'objet d'un devis particulier. Sauf précision contraire, les marchés de travaux sont traités à prix unitaires. Les prix sont stipulés hors taxes, fermes, aux conditions économiqu vigueur le mois précédant l'offre. Lorsque le projet du Client nécessite l'intervention d'au moins deux sociétés et dans l'hypothèse où notre société serait Intervention à au moins deux societées et dain ripoutiere ou moire sociétée à chargée de la coordination, les frais en résultant s'ajouteront aux prix stipulés. Toute prise en charge ou participation de la société à un compte prorata ou aux dépenses d'intérêt commun dans le cadre de la réalisation des travaux est exclue. Une révision du prix convenu sera appliquée sur la base d'une formule de variation déterminée en fonction de la nature des travaux et des matériaux mis en Les prix seront révisés mensuellement par application de la formule : P=

Avec : P : le prix révisé HT Po : le prix initial HT IO : la valeur de l'Index le plus adapté en fonction de la nature de la prestation (TPO3 pour le terrassement, TPO9 pour les enrobés, publiés par l'INSEE] du mois de notre offre ln : la valeur du même Index du mois d'exécution des travaux ou de livraison des matéfaux. En cas de changement sur la nature des travaux ou de variation de plus ou moins 20 % dans le volume des ventes ou des travaux, par rapport aux quantités prévues 20 d'autre : collais et volleure des Vertes de le droit de revoir les prix unitaires de l'offre.

10 – GARANTIE DE PAIEMENT : Pour les marchés de travaux conclus pour la satisfaction de besoins d'une activité professionnelle et dont le montant est supérieur à 12.000 € HT, le Client sera, conformément à l'article 1799-1 du Code superieur à 12,000 En , le cilent serie, conformement à faute de palement. Pour tout autre contrat, en ce compris les ventes de fournitures, notre société se réserve le droit, à tout moment, d'exiger une garantie de paiement selon les formes et modalités prévue à l'article 1799-1 du Code civil et pour un montant correspondant au montant du contrat ou des sommes restantes dues. En cas de refus de fournir la garantie demandée, notre société pourra suspendre les travaux ou résilier le marché de plein droit, sans indemnité et aux torts du Client. La suspension interviendra hult jours après mise en demeure non suivie d'effet. Cette suspension résultant du simple refus de fournir la garantie demandée n'est pas conditionnée par un défaut

La garantie de paiement sera libérée après le règlement effectif de la dernière

tacture. 11— RECEPTION DES TRAVAUX : Les parties sont tenues de procéder à la réception des travaux. Cette réception revèt, par principe, la forme d'un procès-verbal signé par le Client et la société. A défaut et lorsque le Client aura pris possession de l'ouvrage, la réception sera constatée par courrier envoyé par la société, en RAR. En l'absence de contestation du Client dans le délai d'un mois, la réception sera acquise au jour de la date d'émission du courrier RAR, et ce, même sans complet paiement du prix par le Client. Une réception partielle des ouvrages sera effectuée dans les mêmes conditions, notamment en cas de travaux comportant plusieurs

uais jes illeines committoris, incomment en la side un dividuo compositoris positionis. 10cs et falsant intervenir plusieurs sociétés. 12– PAIEMENT DU PRIX : Sauf conditions particulières, le prix est payable comptant et sans escompte à réception de la facture. Les chantiers d'une durée supérieure à un mois ouvriront droit au palement d'acomptes sur la base de situation mensuelle correspondant à l'avancement des travaux. Ces situations mensuelles n'auront qu'un caractère provisoire. Une facture définitive sera établie en fin de chantier. Si le contrat est conclu hors établissement avec un en un ue chantier, o le consta est conciu nors etablissement avec un consommateur, le paiement de l'acompte ne pourra intervenir qu'à l'issue d'un délai de sept jours à compter de la signature de l'offre ou de la commande conformément à l'article L.221-10 du Code de la consommation; Si le Client souscrit un crédit à la consommation, l'avance ne pourra pas être payée tant qu'il n'a pas accepté ce crédit. En cas de paiement au comptant accepté par le Client, la scripté blu remette un sérémisé su'pat l'accept de l société lui remettra un récépissé valant recu et comportant la reproduction intégrale des dispositions des articles L. 312-52, L. 312-53 et L. 341-10 du Code de integrale des dispositions des articles (5.32-3), 122-3 et . 122-3 La consommation ; ou conditions particulières fixant un pourcentage plus élevé, une avance égale à 30 % du montant des travaux sera versée lors de la commande. Au cas où plusieurs situations mensuelles seraient établies, cette avance sera déduite de la facture définitive. Cet acompte ne pourra en aucun cas être qualifié d'arrhes. En aucun cas, les palements ne peuvent être suspendus ni faire l'objet d'une quelconque compensation sans accord préalable et écrit de notre société Tout paiement partiel s'imputera sur la partie non privilégiée de la créance puis sur les sommes dont l'exigibilité est plus ancienne. La contestation partielle d'une sur les sommes dont l'exigibilité est plus ancienne. La contestation partielle d'une facture ou d'une situation ne dispense pas le Client du réglement de la partie non contestée. En cas de défaut de paiement, la société pourra surseoir à l'exécution des travaux ou résilier le marché de plein droit et sans indemnités, après envoi d'une mise en demeure restée infructueuse à l'issue d'un délai de huit jours. Toutes les échéances deviendront immédiatement et de plein droit exigibles. Indépendamment des dommages et intérêts qui pourraient lui être réclamés, le Client sera redevable d'une pénalité pour retard de paiement calculée par application

d'un taux égal au taux d'intérêt appliqué par la BCE majoré de 10 points. En outre, o un taux egal au taux u intelet appinque par la oct. majore de 10 points. Li tour une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 €, sera exigible de plein droit, conformément à l'article L441-10 du Code de commerce. 13—TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES Notre société est amenée à traiter, en qualité de responsable de traitement, certaines données personnelles notamment les noms, prénoms, adresse courriel professionnelle, etc. (les « Données ») du Client et/ou de ses collaborateurs et/ou représentants (les « Personnes Concernées ») afin d'assurer le suivi contractuel et la communication avec le Client. Ces traitements sont effectués directement ou indirectement par le biais de sous-traitants de données personnelles. Notre société informe le Client qu'il utilise, à ce titre, les outils et solutions Microsoft 365 et SAP. Les Personnes Concernées bénéficient d'un droit d'accès, de rectification, droit à l'oubli, droit d'opposition au traitement, droit de limitation du traitement, droit à la

Envoyé en préfecture le 02/07/2025

Reçu en préfecture le 02/07/2025

Publié le

ID: 079-200041317-20250623-C_ 16 06 2025-DE

traitement par notre Société, de leurs Données, nécessaires à l'exécution du Contrat ou en relation avec le Contrat. Il garantit avoir obtenu tout accord qui serait requis de leur part et effectuer les dites communications de Données en conformité avec le droit applicable. IA – OBLIGATION D'INFORMATION: Notre société est tenue à une obligation de conseil qui ne peut être mise en œuvre sans information claire et préalable par le

Client. A ce titre et préalablement à l'élaboration de notre offre, le Client informera notre société, su les risques spécifiques des travaux, comme, par exemple, la présence de réseaux enterrés (gaz, électricité, eau), la présence sur les zones de travaux de substances dangereuses (amiante, goudron, plomb...), I situation spécifique de l'ouvrage au regard du droit de propriété des tiers et des contraintes liées aux prescriptions d'urbanisme (servitudes, permis de construire, autorisations spécifiques), les risques liés à l'environnement, les risque de de trouble de voisinage compte tenu notamment de la nature des trayaux, de leur période de réalisation, de leur durée, de leur localisation, l'usage futur des puyrages et/ou des fournitures afin que l'offre proposée réponde aux attentes nominages evolutions de communication de l'entreprises susceptible de nécessiter la mise en place d'une coordination au sens de la loi n'93-1418 du 31 décembre 1993. En application de cette obligation d'information, le Client communiquera tous les documents et plans nécessaires à la complète information de notre ous res documents et plans necessaires à la compilere montaine le mote société. En cas de manquement du Client à son obligation et dans l'attente des informations ou complément d'informations, notre société pourra surseoir à l'exécution des travaux. Le Client en supportera alors les conséquences sur les délais et les prix. Le Client fera son affaire de l'ensemble des formalités légales et/ou autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux prévus et ou autorisations auministratives insessantes commentes. aux présentes. 15 – GARANTIE : Les produits vendus ou les travaux exécutés sont soumis aux

13 — SAIRANIIE: Les produits vendus ou les travaux exécutes sont soumis aux dispositions légales concernant les obligations de garantie. La garantie est exclue si le produit vendu ou les travaux réalisés qui satisfont à une utilisation normale ne conviennent pas à l'utilisation spécifique qui en est faite à moins que celle-ci n'ait été portée à la connaissance de notre société au moment de la commande, si le résultat défectueux provient de l'usure normale ou du défaut d'entretien du resolution du fait du Ciliane. produit ou du fait du Client ou

d'un tiers. Lorsque la prestation de notre société se limite à l'application d'un revêtement sur un support fourni par le Client, celui-ci est tenu de garantir la tenue de ce support. Il appartient au Client en cas de doute sur ses caractéristiques d'en avertir notre société lors de l'établissement du devis, en lui permettant de réaliser les vérifications opportunes. A défaut, et en cas de survenance de désordres liés à un défaut de ce support, le Client renonce à rechercher la responsabilité de notre société. En tout état de cause, la responsabilité de notre société est limitée au montant de l'offre ou de la commande et pour les seuls dommages directs à l'exclusion de toutes pertes d'exploitation et s'agissant de la vente de produits, matériaux ou fournitures, du coût de dépose/repose.

16 - ETHIQUE

Pendant toute la durée du contrat, le Client s'engage à respecter les dispositions légales et réglementaires nationales, européennes et internationales relatives à la lutte contre la corruption et le trafic d'influence, au respect du droit de la concurrence et aux sanctions économiques ou financières ou à des mesures

Le Client prend connaissance et s'engage à respecte

-Le code éthique de notre société accessible via le lien suivant : code-dethique 2022.pdf (colas.com) :

2022.pui (Coiss.com). Le code de conduite anticorruption de notre société accessible via le lien suivant : code-de-conduite-anti-corruption-2022.pdf (colas.com) ; -La Charte Responsabilité Sociétale d'Entreprise (RSE) « fournisseurs » de notre société accessible via le lien suivant https://www.bouygues.com/wp-

ontent/uploads/2021/10/charte-rse-fournisseurs-et-sous-traitants-fr-2022.pdf. Ensemble la « Documentation ». Conformément aux règles éthiques du Groupe Colas et aux dispositions légales

en vigueur, le Client peut à tout moment signaler un fait qui lui paraîtrait contraire à l'éthique ou à cette Documentation sur la plateforme de recueil des contraine à reinique du à teue boutiernation in spiaterime de récedu à des signalements de notre société disponible à l'adresse www.cclas.besignal.com. Le Client conduit ses activités en s'abstenant de tout comportement qui pourrait favoriser ou placer l'un des collaborateurs et/ou dirigeants de notre société dans une situation de conflits d'intérêts avec notre société ou le Groupe Bouygues. Le Client informera le responsable éthique de notre société si une telle situation se

Le Client se porte fort du respect des termes du présent article par toute personne sous sa responsabilité, et notamment ses sous-traitants, ou agissant en personine aux sa repoinsanine, en totaliment au 3000 vintine, en 595 en 1600 en 1600 en 1600 en 1600 en 1600 e Le non-respect de ces stipulations par le Client engage sa responsabilité vis-à-vis de notre société et pourra entraîner la résiliation de plein droit du

contrat/de la commande à ses torts, sans préjudice du droit de notre société d'optenir réparation de l'ensemble du préjudice subi.

10 – REGLEMENT DES LITICES ET DROIT APPLICABLE : Tout litige sera de la compétence du tribunal dans le ressort duquel se trouve le siège de notre société, même en cas de recours en garantie ou de pluralité de défendeurs. Er application de l'article L.612-1 du Code de la consommation, tout Client ayant la application de l'article (1912) de coue de la constitution de la consommateur au sens dudit code pourra néanmoins saisir gratuitement, à défaut d'accord amiable, le médiateur de la consommation, dont relève notre société, à savoir l'Association des Médiateurs Européens, dans un délai d'un an à compter de la réclamation écrite adressée à notre société. La saisine du médiateur de la consommation devra s'effectuer : (i) soit en saisine du meojateur de la consoinination devia scienciaer ; ny sont en complétant le formulaire prévu à cet effet sur le site internet de l'AME CONSO ; www.mediationconso-ame.com (ii) soit par courrier adressé à l'AME CONSO, 197 boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. La loi française est seule applicable. Les présentes CGV sont également accessibles à partir du lien de connexion suivant : https://www.colas.com/fr/liens-utiles